

# Baptiste Monsaingeon

Conférence  
prononcée au Mucem  
le 25 février 2016



# Baptiste Monsaingeon



*Homo detritus*  
ou l'idéal trompeur d'un  
monde sans reste

Conférence  
prononcée au Mucem  
le 20 avril 2017

La généalogie de l'exposition « Vies d'ordures » ramène à un projet ancien, qui a d'abord été porté par l'équipe du musée des Arts et Traditions populaires, et avait fait du « reste » et non du « déchet », son objet principal.

Les déchets sont-ils des restes comme les autres ? Autrement dit, faire des restes revient-il à faire des déchets ? On trouve un ensemble lexical fort intéressant parmi les nombreuses définitions admises du mot « reste ». Dans le dictionnaire, le reste est défini comme « ce qui reste, ce qui subsiste d'un ensemble auquel on a retranché une partie. »

Le reste est ici la conséquence d'une action, d'un travail sur « un tout », sur un ensemble, qu'il soit matériel ou non. Une première variante dans la définition du mot reste, il est « tout ce que l'on estime sans importance par opposition à un élément que l'on désire mettre en valeur. » Ce que je souhaite souligner ici, c'est que la signification du mot « reste » est prise dans la tension entre d'un côté le reste comme déchet (ce qui est sans importance, sans utilité, ce dont on souhaite se débarrasser) et de l'autre, le reste comme réserve, ce que l'on met de côté pour mieux le conserver, pour le préserver.

Selon la première acception, du reste comme déchet, il est assez facile de démontrer que le simple fait d'être en vie impose de faire des restes.

Les êtres vivants sont en effet des machines excrémentielles. Un organisme qui ne produit plus de déchets, qui ne fait plus de restes, est, du point de vue biologique, un organisme mort : notre corps produit des restes jusqu'au jour où il finit par en devenir un lui-même. Lorsqu'elle est rapprochée du cadavre, la notion de reste met en scène la relation que nous entretenons avec la vie et la mort : à l'image du déchet, le cadavre est ce qui gît, ce qui est tombé vers « en bas ».

Dans sa nouvelle *La Poubelle agréée*, Italo Calvino semble illustrer ce dont il s'agit ici : « Jeter est la première forme indubitable de l'être parce ce que l'on est ce que l'on ne jette pas. »<sup>1</sup>

Pour le dire autrement, en détournant une célèbre expression de Descartes : « Je jette donc je suis ».

## **Un monde sans restes ?**

En partant de cette définition du reste comme déchet, et en prenant, alors, au pied de la lettre l'expression qui sert de titre à cette conférence, « un monde sans reste », il est légitime d'interroger sa faisabilité, et par extension, sa désirabilité. Est-il seulement souhaitable qu'il n'y ait plus de restes sur terre ?

Si l'on considère les moyens pour parvenir à ne plus « faire de restes » alors on peut convenir immédiatement de la nécessité qu'il n'y ait plus d'êtres vivants sur terre, plus d'organismes capables de produire des restes. Ce monde sans

restes est une vue de l'esprit, un idéal, mais un idéal auquel il semble pour le moins délicat d'aspirer : un monde sans vie, sans hommes, donc un monde sans mémoire, sans histoire.

Il semble pourtant qu'à certains égards, cette promesse d'un monde sans déchet organise une bonne partie de l'histoire des sociétés industrielles dans les relations qu'elles entretiennent avec leurs restes : depuis les discours des premiers grands industriels du XIX<sup>e</sup> siècle louant les vertus économiques de la réduction des pertes sur les chaînes de production, jusqu'aux promoteurs du développement durable ou plus récemment, de l'économie circulaire, faisant du recyclage de « tout ce qui est produit » le seul horizon désirable des sociétés contemporaines... Dans cette lutte déjà ancienne que nous avons, souvent sans le savoir, engagé contre nos déchets, se cache, non pas le projet d'éradication de toute forme de vie, non pas un monde sans hommes, mais plutôt la promesse d'une société immortelle, qui parviendrait à maîtriser cette mécanique excrémentielle.

Cette promesse, je l'associe volontiers à un mensonge fondateur pour l'organisation sociale d'un peuple d'Afrique de l'Est, les Chagga (peuple bantou qui vit en Tanzanie, sur les pentes du Kilimandjaro). Selon l'anthropologue Mary Douglas, dans un texte déterminant pour ceux qui étudient le déchet : « Dans la tribu chagga, les mâles adultes prétendaient que leur anus était bloqué une fois pour toutes lors de leur initiation. Les initiés de sexe mâle étaient censés ne jamais déféquer, contrairement aux femmes et aux enfants qui demeuraient esclaves de leur corps. »<sup>2</sup> Chez les Chagga, aucun adulte, homme ou femme, n'a jamais vraiment été dupe d'une telle supercherie : ce mythe s'adressait avant tout aux plus jeunes. Mais est-ce seulement le cas dans nos sociétés industrielles ?

Si l'on s'attarde maintenant sur la seconde acception du reste comme réserve – comme ce qui est conservé, préservé – pour interroger cette expression d'un « monde sans reste », se pose alors la question suivante : existe-t-il, encore, sur terre, des espaces *en reste*, encore vierges, sauvages, des territoires qui n'ont pas été encore colonisés ou dans lesquels on ne retrouve aucune trace de nos résidus ?

Lorsqu'on prend la mer notamment, on s'attend légitimement à trouver, face à soi, cette nature sauvage, immaculée. Or, aujourd'hui, celles et ceux qui prennent le large sont bien souvent confrontés à un « océan de plastique » : sacs plastiques, flacons, bouées à la dérive, une chaussure ici, un seau par là... Ces déchets-là, flottant à la lisière du monde, parfois à plusieurs milliers de kilomètres des côtes, n'ont de cesse de rappeler que « d'ailleurs », que de « sauvage », il n'en existe plus, peut-être même qu'il n'en existait pas. En continuant d'interroger la polysémie de cette expression « un monde sans reste », on tombe donc sur un constat presque diamétralement opposé à celui que l'on vient d'établir : loin de constituer un « idéal », une promesse qu'il semble improbable de voir se

réaliser, ce monde sans reste, c'est-à-dire sans réserve, sans espace de retrait, semble être un état de fait. À l'heure de l'anthropocène, nul espace terrestre ne semble pouvoir aujourd'hui se soustraire à la présence de l'homme. Nous avons éparpillé nos restes jusqu'aux entrailles de notre environnement.

Comment tenir ensemble le paradoxe que semble contenir à elle toute seule l'expression « un monde sans reste » ? Comment, d'une part, « faire avec » le caractère inéluctable, vital, de la production de restes, et, d'autre part, « faire avec » la menace que constitue la prolifération de ces restes sur l'habitabilité du monde ? Pour le dire autrement, comment *faire monde* avec nos restes ? Quels sont les restes avec lesquels cela semble possible ? Est-ce en collectant et en recyclant effectivement tous les déchets que nous produisons que nous parviendrons à ménager des espaces encore habitables sur terre ?

### ***Homo detritus* : une nouvelle espèce pour une nouvelle époque ?**

La question de l'anthropocène, cette nouvelle période géologique dans laquelle nous sommes officiellement entrés, est donc peut-être avant tout une affaire de déchets : c'est bien la présence avérée de ces déchets, aux quatre coins du globe, qui constituent, pour les géologues spécialistes de stratigraphie, des *preuves* pour justifier la fin de l'holocène.

Les restes que nous produisons aujourd'hui sont partout, ils ne connaissent pas les frontières. Qu'ils soient solides, liquides ou gazeux, concentrés ou diffus, inertes ou radioactifs, ils laissent leurs traces dans l'eau, dans les sols, ou dans les bulles d'air que l'on retrouve dans les carottes glaciaires. On en a retrouvé récemment jusqu'au fond de la fosse des Mariannes, à plus de 10 km sous le niveau de la mer et on cherche aussi à en enfouir certains autres, pour l'éternité, à plusieurs centaines de mètres sous terre. Par leur omniprésence, y compris dans les endroits les plus reculés, dans les territoires inhabités de la planète, nos déchets sont devenus des signes indiscutables, des preuves tangibles de l'influence des activités humaines sur la composition de la couche géologique supérieure de la terre. De très nombreuses catastrophes écologiques contemporaines peuvent ainsi être considérées comme des conséquences de la dispersion de nos détritiques sur la biosphère, des conséquences de l'accumulation des restes des activités humaines dans tous les milieux dits « naturels » : les émissions de gaz à effet de serre qui engendrent le changement climatique, les pollutions aquatiques en tous genres qui participent à l'acidification des océans, les débris de polymères de synthèse qui transforment ces mêmes océans en une gigantesque soupe de plastique...et la liste peut-être aisément rallongée.

L'anthropocène serait-il donc, en réalité, un poubellocène ? Ce poubellocène rappelle qu'aujourd'hui, d'un point de vue global, d'espaces en reste, sur terre, il n'en est plus. Comme le dit très bien Michel Serres : « Polluer, c'est s'approprier »<sup>3</sup>. Parce que nous, *sapiens*, avons colonisé la terre jusqu'à ses confins avec nos « restes-déchets », l'événement « anthropocène » ou « poubellocène » semble indiquer que nous sommes parvenus à nous rendre « comme maîtres et possesseurs de la nature ».

Faudrait-il alors croire que nous, *sapiens*, serions devenus des *homo detritus*, des hommes qui font des tas ? Plutôt qu'un successeur naturel et un peu inquiétant d'*homo sapiens*, qui aurait pour tâche de ramasser tous les déchets éparpillés par son lointain ancêtre, je propose de faire d'*homo detritus* un cousin éloigné de l'*homo oeconomicus*, cette représentation idéale de l'être humain imaginée par quelques économistes néoclassiques au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'*homo oeconomicus* a été souvent comparé à un « consommateur idéal », mû par des choix rationnels, alors *homo detritus* pourrait se laisser comparer à un « éco-citoyen », un « jeteur idéal », invité à « bien jeter » pour, toujours, « mieux consommer ».

## Une brève histoire du déchet

L'histoire de cet *homo detritus* commence avec celle de l'invention du déchet. Non sans paradoxe, on peut affirmer que les déchets sont « inventés » à partir du moment où l'on cherche, à tout prix, à les faire disparaître. De brillants historiens se sont intéressés à la question et je vous renvoie à la lecture de leurs travaux : Sabine Barles, Susan Strasser, bien sûr, André Guillerme, Alain Corbin et plus récemment Jean-Baptiste Fressoz<sup>4</sup>.

Je propose de distinguer trois grandes périodes dans l'histoire technique du déchet, en particulier dans l'histoire de la gestion du résiduel urbain des villes d'Occident. Ces trois temps du déchet sont organisés autour de la rupture historique que constitue la période de l'industrialisation.

Pendant la période pré-moderne, le déchet n'existe pas. S'il existe bien des choses jetées et des pratiques de mise au rebut, on ne peut pas encore parler de choses abandonnées. Les productions résiduelles des grandes villes du Nord, notamment, sont en perpétuelle circulation et participent en plein à la vie sociale, économique et culturelle de la cité. La gestion de ces restes est essentiellement manuelle et engage la collectivité productrice dans son ensemble dans une économie générale de la putréfaction. Les excréta urbains appartiennent en plein à la ville et à ses habitants : ils sont des éléments constitutifs de leur identité. Pour reprendre la formule proposée par Cyrille Harpet, les déchets d'alors sont un « à soi »<sup>5</sup>.

Durant la période moderne apparaît l'acceptation du déchet comme quantité de matière abandonnée ou destinée à l'être : c'est cette définition du déchet que retiendra le législateur dans les années 1970, lorsqu'il s'agira de lui donner un cadre légal. Cette période s'étire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'au dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. D'un déchet en perpétuelle circulation et omniprésent dans l'espace urbain, on passe à un déchet qu'il s'agit de maîtriser, d'éliminer. L'hygiénisme prend le dessus en Occident : les restes omniprésents dans les villes sont notamment accusés d'être à l'origine des nombreuses grandes épidémies qui marquent la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les déchets sont assimilés à une menace, à une maladie des sociétés industrielles : il faut donc les exclure des espaces habités. D'un déchet « à soi », on passe à un déchet « à part soi ». La modernité du déchet correspond au moment où la gestion des excréta urbains a été progressivement dissociée de celle des processus de production et de consommation. En faisant du déchet, de ce qui est destiné à être abandonné, une problématique autonome, on a d'un même mouvement normalisé et banalisé l'oubli du devenir de ces choses jetées. « Fermez le couvercle et n'y pensez plus ! », voilà le credo qu'on associe à tort au préfet Poubelle<sup>6</sup>.

En un sens, la poubelle est le berceau d'*homo detritus*, l'objet technique avec lequel nous avons commencé à faire l'apprentissage collectif de l'oubli des choses jetées comme de celui des processus économiques et sociaux qui en sont à l'origine. On est passés du « je jette donc je suis » à un « je jette, donc j'oublie ».

Un dernier moment, enfin, doit être associé à *l'environnementalisation* du déchet<sup>7</sup>. D'un déchet « à part soi », abandonné, éliminé, simplement stocké, ponctuellement incinéré, on passe à un déchet « pour la technique ». Cette période est volontiers associée à un tournant environnemental, celle d'un incertain réveil de la conscience collective vis-à-vis de la finitude matérielle du monde. Entre 1965 et 1975, la question des déchets se retrouve propulsée au premier rang des politiques publiques nationales et internationales : d'une problématique jusque-là essentiellement locale, réglementée par les collectivités en charge de la gestion des déchets ménagers, la question des déchets devient un problème public, un enjeu écologique global. Au moment même où, localement, les décharges débordent, de nombreuses voix s'élèvent pour souligner qu'il n'existe plus à l'échelle globale de la terre d'espaces disponibles pour accueillir, légitimement, les restes de nos activités. On parle alors d'un retour au « monde clos » : il s'agit désormais de trouver un dehors pour nos déchets, mais un dehors, dedans, c'est à dire à l'intérieur de la sphère anthropotechnique.

C'est à cette même période que le secteur industriel de gestion des déchets a pris la forme qu'on lui connaît aujourd'hui : un secteur largement éclaté, tenu par de très nombreuses entreprises et quelques multinationales qui se partagent le marché. C'est en s'appuyant sur ce processus d'environnementalisation du déchet que ces entreprises du *waste management*, ont acquis la puissance qui est



la leur aujourd'hui. Il leur a permis de faire de la société du recyclage une promesse fédératrice.

Ce découpage historique, par bien des aspects caricatural, permet de rappeler qu'il serait inexact de considérer le déchet – tout comme le fait de jeter – comme un invariant anthropologique. Le moment « moderne » du déchet est décisif pour comprendre la manière dont la question du déchet a été abordée comme une problématique autonome. Il existe en effet une rupture fondamentale entre, par exemple, les tas d'ordures décrits par André Leroi-Gourhan<sup>8</sup>, et qui lui permettent de dater l'origine de la sédentarisation humaine, et les déchets qui « font » l'anthropocène : ceux que l'on a inventés avec la modernité technicienne.

Au cours de cette période d'industrialisation apparaissent de nouveaux matériaux et les quantités de choses mises au rebut sont de plus en plus impressionnantes. Et c'est au même moment que la production de déchets devient un des éléments structurels des systèmes économiques fondés sur une quête de croissance illimitée.

À l'échelle domestique notamment, il a été nécessaire d'apprendre à jeter. Après-guerre par exemple, pendant les Trente Glorieuses, des efforts considérables sont mis en œuvre du côté des producteurs de biens de consommation, bien sûr, mais aussi du côté des pouvoirs publics, pour associer le fait même de jeter à un acte libérateur, presque jouissif. Tout au long de cette période, la banalisation du déchet a même rencontré des résistances politiques : depuis celle des chiffonniers, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à qui l'on a progressivement interdit l'accès à l'objet même de leur labeur quotidien, en enfermant les déchets dans des boîtes, jusqu'à celle des consommateurs eux-mêmes, qui ont longtemps refusé d'abandonner ce qui pouvait encore être réparé ou réutilisé. Il est donc inexact de considérer que les sociétés industrielles ne prennent conscience des problèmes liés à leur production monumentale de déchets qu'à partir des années 1970 : le « tournant environnemental » ne constitue en rien une rupture avec le paradigme productiviste du déchet moderne.

À l'inverse, sous couvert d'arguments environnementaux, le « verdissement » du déchet a été l'occasion de prolonger ce mouvement moderniste consistant à associer le déchet à une menace à gérer, à maîtriser et à faire disparaître. Cette forme de *greenwashing* avant l'heure d'un pan entier de l'activité industrielle des sociétés occidentales a permis de reléguer à un second plan la question des possibles causes politiques, économiques ou techniques de la saturation du monde par nos déchets. Et nous, citoyens, consommateurs, jeteurs, avons largement été mis à contribution.



## L'*homo detritus* en « éco-citoyen »

En 1972, les membres du club de Rome lancent une alerte sur les dangers liés à la croissance des économies capitalistes, et accusent directement la problématique de l'exploitation infinie des matières premières non-renouvelables : « Une croissance économique illimitée est impossible dans un monde aux ressources matérielles limitées ». Voilà le *credo* extrait du rapport de Donatella Meadows, remis au club de Rome, qui consacre également l'expression « développement durable ». La réédition du rapport Meadows, en 1992, insiste non seulement sur la question des limites en termes de ressources mais également et surtout en termes d'espace disponible pour accueillir, en aval, les productions résiduelles liées aux activités humaines. La poubelle est pleine, le monde étouffe sous nos déchets. On sait donc, depuis 1972 au moins, que les capacités de charge de la planète en matière de production de déchets et d'émissions de pollution en tous genres sont déjà largement dépassées. Depuis quarante ans au moins, il y a donc urgence à agir. Depuis quarante ans ou presque, il *faut* respecter la célèbre règle des 3R : il *faut* « réduire, réutiliser, recycler ». Il *faut* limiter les pertes, éviter le gaspillage des ressources. Il *faut*, également, trier ses déchets.

Mais, depuis quarante ans au moins, la croissance économique mondiale reste structurellement corrélée à l'augmentation continue de la production détritique globale. À l'heure où ce « développement durable » est dans tous les rapports officiels et dans la bouche de tous les chefs d'états et d'entreprises multinationales, nos poubelles n'ont pourtant jamais cessé de grossir.

En 2013, la revue *Nature* publie une étude prospective sur la croissance mondiale de la production de déchets. Divers scénarios sont comparés, prenant en compte différents facteurs (croissance démographique, consommation de matières non-renouvelables, répartition entre richesse et pauvreté, etc.) Le scénario considéré par ses auteurs comme étant le plus réaliste, dit du *business as usual*, prévoit que la production mondiale de déchets aura triplé à l'horizon 2100, passant de 4 millions de tonnes par jour aujourd'hui à plus de 12 millions de tonnes d'ici cent ans<sup>9</sup>.

Pourtant, dans les nord et dans les sud, au cœur des villes comme dans les campagnes, on consacre davantage de temps et d'espace dans chaque foyer à la bonne gestion des déchets, et ce, au nom de la protection de l'environnement. Les pratiques domestiques raisonnées du déchet s'imposent même comme emblèmes d'une forme d'écologie au quotidien : en triant nos déchets, en jetant bien, dans la bonne poubelle, en évitant à tout prix de laisser nos déchets se disperser dans l'environnement, il est devenu possible de croire que nous contribuons à « protéger la planète » pour pouvoir continuer à y vivre, durablement.

Mais, qu'aspérons-nous réellement à préserver lorsque, consciencieusement, nous nous appliquons à « bien jeter » ? Entre le geste très local de mise au rebut et

l'enjeu planétaire invoqué, un gouffre intermédiaire est laissé dans l'ombre. Est-ce que d'une certaine manière, mettre l'accent sur les petits gestes n'évacue pas la question des grands choix ?

À la fin des années 1980, les premiers programmes de rationalisation de la mise au rebut ont commencé à encourager la participation des usagers à la « bonne gestion » des déchets. Il s'agissait, déjà, de « changer ses habitudes » et d'adopter « le bon geste ». Cette tendance à la responsabilisation des usagers, à l'apprentissage de « l'éco-citoyenneté », est le fruit de près de trente années d'éducation à l'environnement. L'expression est aujourd'hui fréquemment employée par les sources principales des discours publics liés à la protection de l'environnement : associations, industries, collectivités locales ou agences nationales. Encourageant un très large spectre d'actions et de gestes quotidiens (de l'usage des transports en commun, à la fermeture du robinet pendant le brossage de dents, en passant par l'utilisation d'ampoules basse consommation), ces propositions s'apparentent le plus souvent à une forme de guide pratique, de charte de bonne conduite, invitant les aspirants « éco-citoyens », à acquérir certaines habitudes, censées participer, pêle-mêle, à la lutte contre le changement climatique, à la réduction des émissions de gaz à effets de serre ou plus généralement, à la fin du gaspillage.

Il est notable que cette « éco-citoyenneté », plutôt que porter un projet de réforme profonde de la société, entend requalifier la façon dont il reste possible de consommer, malgré la catastrophe écologique en cours. En d'autres termes, l'éco-citoyenneté promue par le bien jeter se résume à une promesse qui déplace les enjeux économiques et politiques du déchet vers des questions morales : si l'on adopte des attitudes « responsables », alors, il reste possible de consommer et de jeter, avec bonne conscience. En outre, rattachant sphère publique et sphère privée, espace domestique et espace commun, cette politique des petits gestes s'inscrit comme un moyen pour redistribuer les responsabilités propres à l'action publique, au sein même de l'espace domestique. Car l'engagement qui est en jeu ici se résume à une modification marginale de pratiques individuelles : tout ceci contribue à « dépolitiser » notre relation aux déchets, à neutraliser le potentiel subversif de ce qui reste.

Il me semble que la façon dont, nous, usagers, avons incorporé, intégré, routinisé ces « bonnes pratiques » a permis d'abord et avant tout de faire passer au second plan – de nous faire ponctuellement « oublier » – la question des racines politiques, économiques, voire culturelles des bouleversements écologiques. L'agir éco-citoyen nous a permis de refouler les problèmes posés par l'industrialisation productiviste, le capitalisme mondialisé, ou d'une façon générale par un mode de vie résolument moderne.

Sous couvert d'un argumentaire orienté vers la protection de l'environnement, « bien jeter » est donc devenu un moyen pour pouvoir continuer à (mieux)

consommer. Nous sommes passés d'un « je jette, donc j'oublie » à un « je jette bien, donc j'oublie mieux ». Michelle Dobré, sociologue, nous dit à ce sujet que : « La naissance de la sensibilité écologique en France comme dans d'autres pays industrialisés aurait pu être l'occasion d'une révolution du quotidien qui n'est pas advenue »<sup>10</sup>. Ce qui aurait pu constituer une prise de conscience collective, une véritable « écologisation » des imaginaires, semble plutôt se transformer en une solution gestionnaire, managériale – et ce à l'échelle des pratiques individuelles comme à celle des acteurs politiques et industriels –, en bref, peut-être, en un moyen permettant de mieux oublier la radicalité des changements induits par l'émergence inquiétante des problématiques écologiques.

### **L'économie circulaire ou l'idéal du cercle parfait**

En « bien jetant », *homo detritus*, devenu « éco-citoyen », se libère d'un poids moral, d'une certaine forme de culpabilité : nos déchets ne posent apparemment plus problème, puisqu'il est censé exister un dispositif technique efficient, un *waste management* qui tient ses promesses. Nul besoin de connaître la réalité de ce qu'il se passe après la poubelle : la rationalité et la justesse de l'action technique est une attente aveugle. Cette croyance en une forme de rédemption par la technique, cette attente d'un système technique efficient, on la retrouve plus que jamais, aujourd'hui, dans certains projets rattachés à ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'économie circulaire ». Vision alternative à l'économie « linéaire » qui consacre le principe d'abandon, à la logique du gaspillage comme moteur économique de l'abondance, l'économie circulaire invite à ne plus penser séparément la production, la consommation et la question détritique. Derrière le slogan se cachent toutefois une multiplicité d'acteurs, de pratiques, de discours et d'engagements qu'il serait abusif d'assimiler à un seul et même projet de société. Là où ceux qui défendent une approche « par le haut » de l'économie circulaire semblent appeler au développement d'une société « techno-écologique », faite d'innovations durables et de croissance verte, ceux qui défendent, par exemple, le « zéro-déchet » à l'échelle du foyer semblent, eux, davantage enclins à valider l'idée selon laquelle une réduction réelle des impacts générés par nos déchets passe nécessairement par une forme de stabilisation, voire de réduction de l'activité productive, donc par une forme d'a-croissance, voire de décroissance. Malgré ces divergences importantes, certains principes communs fondent toutefois le consensus. On les retrouve notamment dans un livre qui a une dizaine d'années, *Cradle to cradle*, ou du berceau au berceau<sup>11</sup>. À travers la constitution de deux sphères devant rester imperméables l'une à l'autre, (d'une part, la sphère biologique où se régénèrent les ressources biodégradables, de l'autre, la sphère

technique dans laquelle les objets qui ne peuvent réintégrer les cycles du vivant sont enfermés puis recyclés, afin de limiter les risques de pollution des milieux naturels), l'économie circulaire vise un idéal de pureté : la clôture du monde de la technique sur lui-même. Dans ces projets protéiformes rattaché à ce concept flou d'économie circulaire, un même objectif, un même idéal : celui du cercle parfait.

Cet idéal du cercle parfait, d'une société sans déchet, d'un monde sans reste, entre en résonance avec l'idéal de perfection qui structure l'histoire du développement de la modernité occidentale, cette société du déchet qui, cherchant à faire *disparaître* les déchets qu'elle produit, a cru parvenir à se rendre, effectivement, « comme maître et possesseur de la nature ». L'anthropologue Philippe Descola parle d'ontologie naturaliste pour qualifier cette cosmologie qui s'est épanouie en occident à partir de la Renaissance et qui s'appuie sur une distinction singulière entre « humains » et « non-humains » sur la base d'une séparation entre ce qui est de l'ordre de la nature et ce qui est de l'ordre de la culture<sup>12</sup>. Si ce « grand partage » n'est en rien universel, il tend à organiser un modèle de développement devenu global.

Avec l'économie circulaire, la maîtrise technique des flux matériels, résiduels ou non, s'institue comme une promesse d'éternité. L'économie circulaire défend en un mot une conception « plus-que-durable » du développement des sociétés contemporaines.

L'aspiration à une société « immortelle », à une société qui ne produirait plus de restes, peut s'inscrire dans une double perspective : à travers celle de l'hygiénisme d'abord, qui a largement contribué à la condamnation du déchet dans la période moderne, puis, dans sa continuité, à travers celle de la traduction gestionnaire, managériale de l'écologie. Paradoxalement, c'est avec l'épanouissement de ces courants idéologiques tendant à les condamner et à les bannir que nos déchets, devenus ingérables, n'ont eu de cesse de proliférer partout sur terre, et qu'ils ont donné naissance à l'anthropocène.

C'est comme si, tel un Sisyphe balayant les empreintes de ses propres pas sur la montagne qu'il est condamné à arpenter, nous espérons pouvoir arriver un jour à effacer les traces de notre coupable présence sur terre ...

Existe-t-il alors seulement des alternatives à cet imaginaire de maîtrise qui génère du déni ? L'*homo detritus* n'a-t-il pas lui aussi, une face cachée ? Encore une fois, comment faire monde *avec* nos restes, et non pas *sans* ?

À défaut de développer le vaste champ des alternatives, on peut renvoyer à la visite de l'exposition « Vies d'ordures », qui tire sa substance même des enquêtes-collectes réalisées tout autour de la Méditerranée auprès de celles et

ceux qui ont fait de la fréquentation des déchets, de leur réemploi, leur activité nourricière. On peut également lire Philippe Descola, qui raconte comment on fait, ailleurs, pour composer le monde par-delà nature et culture. On peut aussi fréquenter les ressourceries, qui cherchent à donner une seconde vie à nos restes. Ces initiatives sont, pour paraphraser Gilles Deleuze à propos de Foucault, des « chemins de création [...] qui ne cessent d'avorter, mais aussi d'être repris, modifiés, jusqu'à la rupture de l'ancien dispositif »<sup>13</sup>. Ce sont des initiatives d'autant plus précieuses qu'elles sont fragiles, car soumises, notamment, à la concurrence de groupes industriels qui ont compris la fertilité de ces réseaux, en un mot, à l'implacable « loi du marché ». Pour conclure, il serait trompeur de résumer la question de notre relation aux restes à cette description critique de l'*homo detritus* en éco-citoyen. À l'image de l'*anthropos* de l'anthropocène : *detritus* n'est en rien unitaire.

Il existe en nous-mêmes de nombreuses façons de « décoloniser » notre imaginaire naturaliste, et pour ce faire, la figure du chiffonnier, celle que je crois être l'autre face de l'*homo detritus*, peut nous être d'une aide précieuse.

Dans son livre inachevé, *Paris, capitale du XIX<sup>e</sup> siècle*, dit « le livre des passages », Walter Benjamin a cherché, à partir de la figure historique du chiffonnier, à imaginer un personnage épistémologique, un modèle pour sa propre démarche. Tel un archéologue du temps présent, méthodique, infatigable, le chiffonnier collecte des fragments éparpillés du monde : il exhume les « vestiges les plus modestes de l'inconscient du temps » et « assume, à partir des lapsus, oublis et actes manqués du collectif, la tâche de l'interprétation des rêves d'une société »<sup>14</sup>. À ce titre, le chiffonnier peut nous aider à rendre signifiant cela même qui a été oublié, à accorder au déchet une dimension politique. D'innombrables nouveaux chiffonniers arpentent aujourd'hui le monde sans relâche, glanant ici et là quelques-uns de ses fragments signifiants. En rattachant ma propre démarche de recherche à celle défendue par Walter Benjamin, j'affirme qu'en plus de se mettre à l'écoute des déchets, de se faire l'interprète de ces indices épars, l'éthique du chiffonnier se doit de s'approcher de celle d'un activiste politique. Il s'agit, en un mot, d'exercer un devoir de critique quant aux processus que révèle la fréquentation des restes, ces processus qui tendent à normaliser et à naturaliser un modèle unique de développement pourtant insoutenable.

## Notes

- 1 Italo Calvino, « La poubelle agréée », in *La route de San Giovanni*, trad. J.P. Manganaro, Paris, Le Seuil, 1991, p. 131.
- 2 Mary Douglas, *De la souillure : essai sur les notions de pollution et de tabou* [1967], trad. A. Guérin et L. De Heusch, Paris, La Découverte, 2001, p. 175.
- 3 Michel Serres, *Le Mal propre : polluer pour s'approprier ?*, Paris, Éd. Le Pommier, 2008.
- 4 Sabine Barles, *L'Invention des déchets urbains : France, 1790-1970*, Seyssel, Champ vallon, 2005 ; Susan Strasser, *Waste and Want: A Social History of Trash*, New-York, Holt Paperbacks, 1999 ; André Guillerme, *Les Temps de l'eau : la cité, l'eau et les techniques, Nord de la France, fin III<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècles*, 1983, Seyssel, Champ vallon, 2009 ; Alain Corbin, *Le Miasme et la jonquille, l'odorat et l'imaginaire social, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Aubier, 1982 ; Jean-Baptiste Fressoz, « La main invisible a-t-elle le pouce vert ? Les faux-semblants de "l'écologie industrielle" au XIX<sup>e</sup> siècle », *Techniques & Culture*, n° 65 « Réparer le monde. Excès, reste et innovation », 2016, p. 324-325.
- 5 Cyrille Harpet, *Du déchet, philosophie des immondices : corps, ville, industrie*, Paris, l'Harmattan, 1999.
- 6 L'utilisation de couvercles pour fermer les poubelles est systématisée à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, soit une vingtaine d'années après la publication des célèbres décrets du préfet de Paris.
- 7 Voir Andrew Dobson, *Green political theory: an introduction*, 1992, Londres, Routledge, 2007.
- 8 André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole*, T 2 : *La mémoire et le rythme*, [1965], Paris, Albin Michel, 1989, p. 149-150.
- 9 Daniel Hoornweg, et al. « Environment: Waste production must peak this century », *Nature News*, no 7473, 31 octobre 2013, p. 615-617.
- 10 Michelle Dobre, *L'Écologie au quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 328.
- 11 William McDonough et Michael Braungart, *Cradle to Cradle: Remaking the Way We Make Things*, New-York, North Point Press, 2002.
- 12 Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.
- 13 Gilles Deleuze, « Foucault, historien du présent », extrait de la retranscription de l'intervention de Gilles Deleuze au colloque « Michel Foucault, philosophe » des 9, 10 et 11 janvier 1988, in *Le magazine littéraire*, n° 257, septembre 1988, p. 17.
- 14 Marc Berdet, *Le chiffonnier de Paris, Walter Benjamin et les fantasmagories*, Paris, Vrin, 2015, p. 9-10.